

## Les partis indépendantistes

Créé en septembre 1984, le Front National de Libération Kanak Socialiste (FLNKS) fait suite au Front indépendantiste (FI) fondé en 1979. Les organisations membres du FLNKS sont appelées « groupes de pression ». Chacun, quelle que soit son importance, siège à égalité au bureau politique et les décisions se prennent au consensus. A la base, 32 comités de lutte organisent la mobilisation selon une large autonomie d'action.

### UNION CALEDONIENNE

L'Union calédonienne (UC) est la plus ancienne et la plus importante des organisations du Front. Fondée en 1956, elle se bat à l'origine pour l'émancipation des Kanaks, en liaison avec les églises. Comprendant des Européens, elle a alors pour slogan « Deux couleurs, un seul peuple ». Au fil des années, nombre de Blancs quittent l'UC. En 1978, l'UC bascule vers l'indépendance, menée par une nouvelle génération de dirigeants : Jean-Marie Tjibaou, Yeweme Yeweme, Eloi Machoro, Léopold Jorédié. La majorité de la communauté kanak suit l'UC. Deux de ses secrétaires généraux successifs, Pierre Declercq, Blanc originaire du Nord de la France, et Eloi Machoro, seront assassinés, l'un en 1981 et l'autre en 1985.

### PALIKA

Le Palika (Parti de libération kanak), seconde organisation en importance, a été créé en 1976 par la fusion de deux groupes, le Groupe 1878 (localisé sur Grande-Terre) et les Foulards rouges (aux Iles Loyauté). C'est alors l'organisation la plus militante de la mouvance indépendantiste. Adhérent du FI en 1979, il connaît une crise qui aboutit à une scission en 1981 : une tendance donne naissance à LKS (Libération Kanak Socialiste), l'autre conserve le sigle Palika et quitte le FI. Marxisant, il analyse la situation calédonienne en termes de classes sociales. Observateur au congrès de fondation du FLNKS, le Palika ne le rejoindra qu'après avoir participé au boycott actif de novembre 1984. Son principal dirigeant, Paul Néaoutyne, élu de Pouldimé (Est), était le président du FLNKS de 1990 à 1996.

### FULK

Le Front Uni de Libération Kanak (FULK), dirigé par Yann Céline Uréguet, est issu d'une scission de l'UC au début des années 70. Ses bases sont situées en quelques points des Iles Loyauté (notamment Tiga dont son leader est originaire) et de Grande-Terre. Dès l'expérience du Front indépendantiste (1979), le FULK plaide pour un parti unique, proposition qui a toujours été minoritaire dans la coalition. Le FULK s'est surtout fait connaître par ses liens avec la Libye de Kadhafi, ce qui n'a cessé de poser problème puisque Yann Céline Uréguet était ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire de Kanaky. Ses voyages en Libye et surtout l'envoi sur place de « stagiaires » sans l'aval du bureau politique aboutiront à la suspension de ses fonctions. Uréguet se marginalise de plus en plus, développant un grotesque culte de la personnalité qui fait le bonheur de la presse anti-indépendantiste.

<sup>48</sup> Qui deviendront respectivement président du FLNKS, président de la région Nord (1985-1987) ; président de la région des Iles (tous deux assassinés en mai 1989 par un militant kanak opposé aux accords de Matignon) ; secrétaire général de l'UC, « preneur de Thio » en novembre 1984 (assassiné en 1985 par l'Etat français - GIGN) ;

### UPM

L'Union Progressiste Mélanésienne (UPM) est issue d'une scission en 1974 de l'Union mélanésienne, ancêtre du FULK. Formation hétérogène, son influence est localisée sur Grande-Terre, elle privilégie l'activité à la base.

### PSK

Le Parti Socialiste de Kanaky, à l'origine Parti Socialiste Calédonien (le nom de PSK a été adopté en août 1985), très petite formation, regroupe essentiellement des Blancs.

### USTKE

L'Union des Syndicats des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE), confédération syndicale née en 1982 et dirigée par les frères Louis Kotra et Hanalaïme Uréguet, a quitté le FLNKS en juillet 1989. Elle a fait montre à plusieurs reprises d'une importante capacité de mobilisation lui permettant de paralyser le territoire des semaines entières, grâce à sa bonne implantation notamment dans les postes, sur le port et l'aéroport. L'USTKE représente un apport original, parce qu'ouvrier et urbain, à un mouvement indépendantiste largement dépendant de ses racines rurales. Développant une intense activité diplomatique, l'USTKE s'est liée à la C.G.T. et a adhéré à la F.S.M.

### COMITE Pierre DECLERCQ

Le Comité Pierre Declercq est une association fondée initialement sur l'exigence de la traduction en justice des assassins de Pierre Declercq (voir UC). Il s'est spécialisé ensuite dans tous les problèmes judiciaires et de droits de l'homme. On lui doit notamment l'enquête minutieuse qui a permis de dévoiler les exactions commises par l'armée à Ouvéa en mai 1988.

### Organisations non membres du FLNKS

Libération Kanak Socialiste (LKS), dirigée par Nidoish Naisseline, grand chef sur l'île de Mare et créateur des Foulards rouges, est issue en 1981 d'une scission du Palika. Bien qu'elle reste alors au FI, elle ne rejoindra pas le FLNKS, acceptant le « projet Lemoine » et se présentant aux élections territoriales de novembre 1984. LKS se veut un interlocuteur privilégié des gouvernements socialistes qui, au long des années 80, y voient la troisième force qui permettrait de casser la bipolarisation.

Le Parti fédéral kanak (OPAO), organisation groupusculaire, a été fondé par Gabriel Paita, membre de l'UC exclu en 1984 pour avoir refusé le boycott actif des élections. OPAO est favorable à une indépendance coutumière et fédérative.

Il faut souligner qu'une particularité essentielle de la plupart de ces organisations est de disposer surtout d'influences à caractère régional ou local fondées sur les origines familiales d'un dirigeant ou d'un groupe de militants. Le fait que le FULK ou LKS soient surtout implantés dans les Iles Loyauté a parfois été interprété comme la cause de leur mollesse au moment des occupations de terres (les Loyauté n'ont pas subi de colonisation foncière). De plus, le poids des relations coutumières entre les personnes reste encore très fort au sein des partis, ce qui explique certaines formes que prennent les débats ou certains comportements dans le domaine politique.

## L'indépendance kanak socialiste (IKS)

« Le peuple kanak constitue une communauté nationale et pluri-ethnique », stipule l'article 1 du projet de Constitution du FLNKS. Le congrès de fondation du FLNKS (22 au 24 septembre 1984 à Nouméa) souligne que tous les résidents, y compris les Kanaks, auront le choix de leur nationalité après l'indépendance... La Constitution kanak s'inspire de la Constitution française de 1958, mais le régime est parlementaire : le gouvernement a plus de poids que le président de la République. Elu par des grands électeurs (Assemblée nationale et Sénat coutumier), il a un rôle d'arbitrage et peut dissoudre l'Assemblée. Le multipartisme est reconnu, de même que la liberté syndicale et le droit de grève. La population a accès au référendum d'initiative populaire et possède un droit de révocation des fonctionnaires ou des élus.

Les indépendantistes ne disposent pas d'un système idéologico-économique prêt-à-porter à installer en lieu et place de la domination coloniale. Le socialisme qu'ils revendiquent pour leur société future (l'IKS : l'indépendance kanak socialiste) évoque surtout le souci de se démarquer du capitalisme, identifié au colonialisme. S'il marque le refus de l'exploitation de leur patrimoine par quelques-uns, il ne se pose pas en référence avec la doctrine élaborée par le mouvement ouvrier occidental ni avec les expériences tentées dans le tiers monde. Jean Chesneaux : « la culture kanak est si autoconcentrée, si riche en tant qu'art de vivre, que les Kanaks sont plutôt réticents à se définir comme damnés de la terre. Ils ont vécu et continuent à vivre dans un petit monde où les relations sociales sont savamment organisées et où la vie a un sens. Ce sont de bons vivants, ils ne se définissent pas comme une société écrasée par l'impérialisme » (IV).

Dans la Constitution kanak, le projet de société est défini comme « socialiste », c'est-à-dire ouvrant aux travailleurs « le droit de participer à la gestion des moyens de production ». Mais « ce sont des lois qui interviendront pour une mis en place progressive et sur des bases concrètes » du socialisme ; la propriété privée « de certains moyens de production » sera garantie.

Le concept de « socialisme kanak » est flou, « il est une façon de dire et de poser une nouvelle société. Il contient une charge de justice » (IV). Dans l'esprit mélanésien, il s'assimile plutôt au caractère collectif de la coutume kanak : refus du salariat intermélanésien, propriété clanique, personnalisation de l'individu par rapport au groupe. Le concept de « communautarisme » rend sans doute mieux compte du type de société que les Kanaks veulent construire. « Un communautarisme dont l'ambition est d'intégrer l'âge de la modernité avec tous les bagages de la tradition » (IV).

La commission « Constitution et socialisme » du congrès de fondation du FLNKS parlait ainsi de « fonder la Constitution sur la conception de l'homme et de la société issue des valeurs de la société kanak », mais elle proposait de « choisir pour le pays kanak un socialisme qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et mette progressivement en place la socialisation des moyens de production et une économie planifiée ».

C'est une société fondamentalement agraire que les indépendantistes souhaitent développer, une économie « horizontale » appuyée sur l'agriculture et sur l'artisanat. Cette priorité donnée au secteur rural par rapport à la ville figure dans les programmes : banque nationale de développement pour drainer l'épargne, système de crédit, création d'un office d'importation pour veiller à ce que les produits importés ne viennent pas concurrencer les productions locales. L'objectif est d'atteindre à l'autosuffisance dans le cadre d'une consommation maîtrisée.

Mais la construction du socialisme ne saurait être le résultat d'une généralisation de la coutume à

l'ensemble de la société. Il est illusoire d'envisager l'émancipation kanak comme une résurrection du modèle précolonial. C'est malheureusement le sens général des propos d'un nombre non négligeable de militants qui identifient parfois coutume et socialisme, trouvant dans les traditions pré-coloniales une sorte de paradis perdu qu'il suffirait de rétablir. « Le retour à la tradition, c'est un mythe. La recherche d'identité, le modèle, pour moi, il est devant soi. Jamais en arrière. Et je dirai que notre lutte actuelle c'est de pouvoir mettre le plus d'éléments appartenant à notre passé, à notre culture, dans la construction du modèle d'homme et de société que nous voulons pour l'édification de la Cité. Notre identité, elle est devant nous »<sup>49</sup>. Pour Tjibaou, « le « S » de FLNKS (« socialiste ») signifie que « la souveraineté de notre pays se traduira, dans l'organisation économique, par un refus de l'exploitation du patrimoine au profit de quelques uns. C'est une sorte de garde-fou. Mais, pour nous, ce « S » est aussi intimement lié à Kanaky.

Il ne fait référence à aucune doctrine élaborée par d'autres. C'est nous qui écrivons notre socialisme en tenant compte que nous sommes un petit pays du Pacifique, un pays qui ne part pas de zéro »<sup>50</sup>.

La coutume pourrait inspirer certaines transformations pour rompre avec l'héritage du colonialisme, mais elle ne serait pas la solution à toutes questions posées en terme d'organisation sociale et de rapports économiques. « Le problème de la spécificité mélanésienne est sans doute moins de rétablir dans son intégralité un modèle forgé pour d'autres conditions, que de réhabiliter les valeurs essentielles de leur culture, comme le sens de la solidarité ou celui de la finalité de l'existence, pour une approche originale des réalités contemporaines » (XVI).

Exemple, la place des femmes et des cadets. Un observateur blanc qui avait fréquenté Eloi Machoro nous confiait que le secrétaire général de l'UC s'interrogeait en privé à ce propos : étant donné le rôle déterminant des femmes dans la lutte de libération, il était impensable, une fois Kanaky indépendante, de les « reconduire dans la case ». En tribu, fréquemment les hommes nous expliquaient la simplicité de l'accueil : « les femmes sont en réunion au village ». Aujourd'hui, les femmes sont particulièrement actives contre deux fléaux qui minent le peuple kanak : l'alcoolisme et les violences conjugales. Une des associations les plus connues sur le territoire est une ligue antialcoolique, le « Souriant village mélanésien ».

En outre, si la lutte pour l'indépendance revêt essentiellement la forme d'une lutte rurale, la phase ultime de ce combat politique connaîtra inmanquablement son dénouement à Nouméa, ce qui redonnera son importance à la question urbaine. Qu'on le regrette ou non, force est de constater que la proportion de Kanaks vivant en milieu urbain augmente régulièrement, que les liens qu'ils entretiennent avec leurs tribus sont de moins en moins concrets, qu'ils disposent à travers l'USTKE d'une structure apte à concilier la lutte sociale en milieu urbain et le combat pour l'indépendance, dans des conditions et sous une forme comparables à celles des processus révolutionnaires qu'ont connus certains pays industrialisés. Dans un futur Etat indépendant, c'est encore en ville que se jouera l'essentiel des enjeux économiques et politiques. Aujourd'hui, c'est aussi la jeunesse kanak, qui a grandi dans les faubourgs industriels de la capitale, parfois dans des squats, hors des règles coutumières, qui fait dire à certains que « le principal danger qui menace la Calédonie avant 1998, ce n'est pas une crise politique, c'est une crise sociale »<sup>51</sup>.

<sup>49</sup> Jean-Marie Tjibaou, *Les Temps modernes*, mars 1985.

<sup>50</sup> Jean-Marie Tjibaou, *Libération*, 31 janvier 1986.

<sup>51</sup> Richard Kaloï, alors président FLNKS de la province des Iles, dans une tribune du *Monde* le 5 mai 1995.

## Le bilan économique et social des accords Matignon

La plupart des dirigeants de l'UC doutent aujourd'hui de la viabilité économique d'une « Kanaky » indépendante à court terme. Les expériences des jeunes micro-états voisins n'incitent guère à l'enthousiasme : le Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), qui était célébré naguère comme modèle, est dans une situation alimentaire dramatique.

Les accords de Matignon avaient prévu un rééquilibrage entre la riche province Sud, à majorité européenne, et les pauvres provinces Nord et des Iles Loyauté, essentiellement peuplées de Kanaks. Le bilan est mitigé, en dépit d'un apport financier direct de la métropole estimé à 5 milliards de francs par an. Le Sud a profité de son potentiel économique et industriel, alors que le Nord et les Iles doivent les quelques progrès aux administrations et subventions publiques. Paradoxe du rééquilibrage : compte tenu de son potentiel économique, la province Sud, à majorité européenne, a profité, via ses entreprises de bâtiment et de travaux publics, des infrastructures réalisées dans le Nord et les Iles.

En pays kanak, l'ouverture d'établissements scolaires, de dispensaires, le développement du transport public, de l'hôtellerie, le raccordement à l'électricité et au téléphone, la construction de logements sociaux, apparaissent comme quelques gouttes d'eau dans le désert, par comparaison à l'opulence de « Nouméa-la-Blanche ». Les revenus monétaires moyens des ménages du Nord et des Iles sont inférieurs de moitié à ceux des ménages du Sud. Et contrairement à ceux-ci, la grande majorité des habitations kanaks rurales n'ont ni eau courante, ni baignoire, ni douche, ni W-C ; cuisinière à gaz ou électrique, réfrigérateur, télévision, lave-linge n'y sont pas très répandus<sup>52</sup>.

La provincialisation a certes permis aux dirigeants kanaks de faire l'apprentissage de la gestion. La première société minière calédonienne, rachetée en 1990 à Jacques Lafleur, appartient à la province Nord, contrôlée par le FLNKS. Un symbole quand on sait le rôle du nickel dans l'histoire du « Caillou »<sup>53</sup>. Dans le Nord, la transversale Koné-Tiwaka relie désormais les deux côtes, tandis que les Iles ont porté l'effort sur les établissements scolaires et les liaisons maritimes.

Grâce au programme « 400 cadres » prévu lui aussi par les accords, 40 Kanaks vont chaque année suivre une formation supérieure en métropole. Pour la première fois, on compte un médecin kanak aux Iles Loyauté. En septembre 1995, un Kanak, Wallès Kotra, formé à l'École de Journalisme de Lille, était nommé directeur de RFO Nouvelle-Calédonie (Radio France Outre-mer). Événement d'autant plus marquant que, il y a quelques années, la partialité anti-indépendantiste de RFO était flagrante.

Les injustices foncières les plus criantes ont été réparées : début 1993, 62 000 hectares de terres avaient été redistribués, dont 80 % au profit des Kanaks. Des millions de francs publics sont versés dans des micro-réalisations, permettant à des Kanaks de créer leur entreprise, dans la pêche, le tourisme, l'élevage...

Mais le changement reste encore trop peu sensible dans la vie de tous les jours. Les Européens dirigent toujours la quasi-totalité des entreprises. Les accords de Matignon ont laissé intactes, voire ont accru, les principales distorsions de l'économie

calédonienne, caractéristiques d'un pays sous-développé. Par exemple, l'importance disproportionnée du secteur tertiaire (commerce, administration, services), qui représente plus des deux tiers du PIB (produit intérieur brut), au détriment des activités productives. Origine de ce déséquilibre : la part dans les revenus du territoire des salaires des fonctionnaires métropolitains (traitement multiplié par 1,7, et prime d'expatriation non négligeable) et des employés du secteur tertiaire.

Autre handicap, lié au premier : une économie fondée sur l'import, qui obéit au principe parasitaire selon lequel il vaut mieux acheter que produire ou réparer. Ainsi, malgré d'énormes richesses potentielles, l'archipel manque de poissons. Et 45 % en valeur des importations calédoniennes proviennent de la France située à 20 000 km, contre 17 % de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande toute proches. Les kiwis néo-zélandais sont plus chers qu'en métropole<sup>54</sup>.

Premiers bénéficiaires de cette économie de comptoir : les grandes familles caldoches qui détiennent un monopole sur les activités intermédiaires (transitaires, importateurs, mandataires, grossistes, distributeurs). La situation s'améliore-t-elle depuis les accords de Matignon ? Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 102 en 1988 à 44 en 1993 !

Conclusion : deux systèmes économiques subsistent, l'un capitaliste, à Nouméa et sa région, le Sud ; l'autre, très peu monétarisé, fondé sur la subsistance, dans le Nord et les Iles. Mais le premier dépend du second. La zone urbaine, pour maintenir sa richesse, doit bloquer le développement du reste du pays. Que deviendrait un édifice commercial fondé sur l'importation si les productions locales se développaient pour subvenir aux besoins ? Le déséquilibre et le sous-développement général ne représentent pas des retards qu'une politique volontariste suffirait à rattraper : ils sont les éléments constitutifs du système.

En fait, l'assistanat n'a jamais été aussi massif : la Nouvelle-Calédonie doit la moitié de son PNB à l'aide métropolitaine<sup>55</sup>. « La Nouvelle-Calédonie possède tous les traits fondamentaux d'un pays sous-développé : économie non productive sinon dans le cadre d'une monoproduction qui n'enrichit qu'un secteur de la société, administration pléthorique, désert rural, dépendance alimentaire, ville hypertrophiée qui détruit ce qui n'est pas elle, secteur marchand artificiel, inégalités socio-économiques criantes, déséquilibres budgétaires, appropriation du pouvoir par une caste » (IV). Pour oeuvrer à un véritable développement, il aurait fallu « procéder à des réformes des structures économiques et financières du territoire que ni l'Etat ni le RPCR ne se sont pressés d'amorcer », remarquent, dans *Le Monde* du 6 avril 1995, Michel Levallois et Alain Ruellan, spécialistes de la situation calédonienne : renoncer à la « préférence généralisée à l'importation » au profit de la production locale (en réformant le système de formation des prix), revoir la fiscalité directe et indirecte pour construire une société moins inégalitaire, abolir les privilèges financiers des fonctionnaires métropolitains, et, par voie de conséquence, réajuster les rémunérations privées pour les rendre compatibles avec une économie plus compétitive (VII).

<sup>52</sup> Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (ITSEE).

<sup>53</sup> Surnom de la Nouvelle-Calédonie.

<sup>54</sup> *Le Figaro*, 12 mai 1989.

<sup>55</sup> *Géopolis*, magazine France 2, 27 octobre 1995.